

Pétition

POUR LE SOUTIEN DE LA LUTTE

DU FORUM DES PAYSANS DE BUOL CONTRE L'ACCAPAREMENT DES TERRES PAR PT. HARDAYA INTI PLANTATIONS

La communauté de Buol, comme les autres communautés autochtones d'Indonésie, vit sur ses terres ancestrales depuis de nombreuses générations, et ce depuis des milliers d'années. La propriété foncière est communale et les terres appartiennent à des groupes ; les capacités et la distribution des produits agricoles sont fondés sur les besoins de chaque famille, dans chaque groupe. Le contrôle et la gestion de la terre relèvent du clan familial.

Pour préserver la fertilité du sol et obtenir de bonnes récoltes, ces communautés paysannes pratiquent une agriculture itinérante, laissant les parcelles devenir doumi [jeune forêt envahie de buissons] avant de les remettre en culture. La constitution indonésienne reconnaît et protège les terres autochtones ou communales sur les bases de la Constitution de 1945, la Loi agraire fondamentale n° No.5/1960, TAP MPR RI No. IX/2001 concernant la réforme agraire et la loi n° 11/2005 sur le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Ces lois font partie des obligations de l'État de respecter, protéger et instaurer les droits humains des citoyens et garantissent donc la protection des droits des communautés autochtones.

Depuis l'arrivée de PT. Hardaya Inti Plantations (PT.HIP) en 1993, le conflit concernant les terres n'a pas cessé entre la communauté de Buol (rassemblée au sein du Forum des paysans de Buol, le Forum Tani Buol ou FTB). Le conflit existe depuis que l'entreprise a mis la main sur des terres autochtones, à Hulu Unone, Hulu Biau et Hulu Umbadudu. Ces terres étaient des terres agricoles fertiles qu'on appelle Buni agu Doumi, c'est-à-dire un ensemble de plantes annuelles, et Apayo Lripu (champs de sagou), dans les villages de Marisa Doka et Marisa Didi. PT. HIP s'est emparée des terres par la force, avec, à l'époque, le soutien de l'armée, de la police et du gouvernement local. Depuis, cette zone a été convertie en plantations de palmiers à huile, en espaces de bureaux, en camps pour loger les ouvriers des plantations ; elle comprend aussi une usine de transformation d'huile de palme brute.

De 1993 à 1995, PT. HIP a défriché les parcelles pour les transformer en plantation de palmiers à huile. C'est à ce moment que la communauté a perdu tous ses champs et ses maisons. Ceux qui tentaient de résister à l'éviction se faisaient tabasser et arrêter par la police du district de Momunu.

Par l'intermédiaire de sa filiale principale PT. Citra Cakra Murdaya (CCM), PT. HIP a d'abord demandé une première autorisation de location au ministère des Forêts (Nomor Surat: 071/ INT – BS/XII/ 93) pour 19 122 hectares le 20 décembre 1993, puis une seconde (Nomor Surat : 050/CCM – SHM/KS/09.95) pour 31 750 hectares le 12 septembre 1995. Ces deux demandes de terres situées dans la province de Sulawesi central relèvent de la Régence de

Bunobogu, dans le district de Bokat et de la régence de Momunu, dans le district de Buol Toli-Toli.

Il aura fallu attendre 1998 pour que l'entreprise reçoive ses droits d'exploitation du sol (HGU) pour 22 780 hectares de la part du ministère des Questions agraires/Direction du conseil foncier national (n°34/HGU/BPN/98) L'entreprise a reçu deux certificats HGU du Conseil national foncier de Buol Toli-Toli, couvrant 16 434,388 et 6 346,478 hectares, pour une période de 35 ans qui se terminera le 28 août 2033.

PT.HIP s'est également saisi de plus de 5 020 hectares de terres obtenues en soudoyant le chef de district de Buol. C'est ce qui a mené la propriétaire de PT. HIP, Siti Hartati Murdaya, en prison pour corruption.

De nombreux efforts ont été faits par FTB pour récupérer les terres des paysans : actions de groupes de pression, demandes d'audience au niveau provincial de la chambre des représentants (DPRD), négociations avec l'entreprise et même manifestations pacifiques. Un seul leitmotiv : « RENDEZ-NOUS NOS TERRES ».

Le 16 octobre 1992, plusieurs délégués de FTB se sont rendus au siège de PT. HIP à Jakarta. Durant cette rencontre, un accord a été trouvé : « Les parties prenantes doivent prendre en compte le contexte historique et engager une procédure pour rendre à la communauté une superficie qui sera déterminée selon les lignes directrices établies et proposées par la communauté. »

Le 4 novembre 2013, le district de Buol a décrété le statu quo (autrement dit, aucune plantation n'est possible sur la zone concernée) sur la plantation de palmiers de PT. HIP située en-dehors de la zone du permis HGU. Cependant, à ce jour, PT. HIP continue ses activités sur ces terres.

Plusieurs accords ont été signés par FTB, PT. HIP et les autorités du district de Buol, mais l'entreprise continue à violer ces accords et garde la mainmise sur les terres.

Par cette pétition, nous, communauté de Buol rassemblée au sein du Forum des paysans de Buol (FTB), demandons le soutien du pays et de la communauté internationale, afin de faire pression sur :

1. **PT. HARDAYA INTI PLANTATIONS (PT. HIP) sise à Jl. Cikini Raya No. 78 Jakarta Pusat - Indonesia Kode Post 10330,**
2. **Le chef de district de Buol, à Kantor Bupati Buol Jl. Batalipu No. 03 Kelurahan Leok-2 Kecamatan Biau, Kabupaten Buol, Provinsi Sulawesi Tengah-Indonesia Kode Post 94564,**

Et exigeons que PT. Hardaya Iti Plantations rendent immédiatement les terres appartenant aux membres du Forum des paysans de Buol (FTB) ; que le gouvernement du district de Buol prenne des mesures immédiates pour récupérer les terres contestées ; que les terres extérieures à la limite du permis HGU soient déclarées un objet de réforme foncière et soient immédiatement distribuées aux membres du FTB qui se battent depuis de longues années pour recouvrer leurs droits sur les terres autochtones.

Pour soutenir cette pétition, veuillez envoyer le nom de votre organisation et l'adresse Internet à

Sudarmin Paliba (sudarmin7paliba@gmail.com)

avec copie à **Rahmat Ajiguna** (agraindonesia12@gmail.com)